

## CONDITION 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sous réserve des conditions prévues au présent certificat, le projet de remplacement de la conduite d'aqueduc sous la rivière Chaudière sur le territoire de la Ville de Lévis doit être conforme aux modalités et mesures prévues dans les documents suivants :

— Lettre de Mme Annie Taillon, de Roche ltée, Groupe-conseil, à Mme Isabelle Nault, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 29 juin 2015, concernant la demande de soustraction à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement du projet de remplacement de la conduite d'aqueduc sous la rivière Chaudière, phase 2 (secteurs Charny et Saint-Rédempteur), 2 pages incluant 1 pièce jointe;

— VILLE DE LÉVIS. Demande de soustraction à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement – Remplacement de la conduite d'aqueduc sous la rivière Chaudière, phase 2 (secteurs Charny et Saint-Rédempteur), par Roche ltée, Groupe-conseil, juin 2015, totalisant environ 449 pages incluant 8 annexes;

— VILLE DE LÉVIS. Plans C1 à C7, Remplacement de la conduite d'aqueduc sous la rivière Chaudière, secteurs Charny/Saint-Rédempteur (phase 2), sept feuillets, datés signés et scellés le 22 juin 2015 par Serge Lavoie, ingénieur, Service du génie;

— VILLE DE LÉVIS. Plans MPI à MP4, Remplacement de la conduite d'aqueduc sous la rivière Chaudière, secteurs Charny/Saint-Rédempteur (phase 2), quatre feuillets, datés signés et scellés le 22 juin 2015 par Serge Lavoie, ingénieur, Service du génie;

— Lettre de Mme Annie Taillon, de Roche ltée, Groupe-conseil, à Mme Isabelle Nault, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 15 juillet 2015, concernant les réponses aux questions et commentaires du 9 juillet 2015, totalisant environ 153 pages incluant 3 annexes;

— VILLE DE LÉVIS. Étude géotechnique - Remplacement d'une conduite d'eau potable – Secteur de l'île sur la rivière Chaudière, Charny (Lévis), Québec, par Inspec sol, 12 novembre 2014, totalisant environ 32 pages incluant 4 annexes;

— Courriel de Mme Annie Taillon, de Roche ltée, Groupe-conseil, à Mme Isabelle Nault, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, envoyé le 16 juillet 2015 à 14 h 20, concernant les réponses à une demande de précision, 2 pages.

En cas de conflit entre les dispositions des documents ci-dessus mentionnés, les dispositions les plus récentes prévalent;

## CONDITION 2 FIN DES TRAVAUX

La Ville de Lévis doit réaliser tous les travaux reliés au présent projet avant le 31 décembre 2016.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63881

Gouvernement du Québec

## **Décret 844-2015, 30 septembre 2015**

CONCERNANT la nomination d'un membre du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James

ATTENDU QUE l'article 134 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) prévoit notamment la constitution du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 135 de cette loi prévoit notamment que le Comité consultatif est composé de treize membres, dont quatre sont nommés durant bon plaisir par le gouvernement qui pourvoit aussi à leur remplacement;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 135 de cette loi prévoit que les membres nommés par le gouvernement ne sont pas rémunérés sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure qu'il indique mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QUE monsieur Guy Héту a été nommé membre du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James par le décret numéro 379-2011 du 6 avril 2011 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE monsieur François Provost, directeur général de la coordination de la gestion des forêts, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, soit nommé membre du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James à compter des présentes, en remplacement de monsieur Guy Héту;

QUE monsieur François Provost soit remboursé des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63882

Gouvernement du Québec

**Décret 845-2015, 30 septembre 2015**

CONCERNANT la nomination d'une membre de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik

ATTENDU QUE les premier et deuxième alinéas de l'article 182 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) prévoient notamment que la Commission de la qualité de l'environnement Kativik est composée de neuf membres, dont cinq sont nommés et remplacés, selon bon plaisir, par le gouvernement;

ATTENDU QUE le troisième alinéa de l'article 182 de cette loi prévoit que les membres nommés par le gouvernement ne sont pas rémunérés sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure qu'il indique mais qu'ils ont cependant droit d'être indemnisés des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QUE madame Josée Brazeau a été nommée membre de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik par le décret numéro 469-2014 du 28 mai 2014 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE madame Thérèse Spiegle, analyste au secteur industriel à la Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, soit nommée membre de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik à compter des présentes, en remplacement de madame Josée Brazeau;

QUE madame Thérèse Spiegle soit remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63883

Gouvernement du Québec

**Décret 846-2015, 30 septembre 2015**

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation québécoise à la Rencontre des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables du commerce intérieur qui se tiendra le 2 octobre 2015

ATTENDU QUE se tiendra à Toronto (Ontario), le 2 octobre 2015, une rencontre des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables du commerce intérieur;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) prévoit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, monsieur Jacques Daoust, dirige la délégation québécoise lors de la Rencontre des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables du commerce intérieur qui se tiendra le 2 octobre 2015;

QUE la délégation québécoise, outre le ministre, soit composée des personnes suivantes :

— Monsieur David Provencher, conseiller politique, cabinet du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;

— Madame Marie-Andrée Marquis, représentante du commerce intérieur, ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;